



ÉTUDE

Les avantages du système des éco- chèques par rapport à un montant net équivalent

Analyse d'impact pour les pouvoirs publics

Grégoire Tondreau
Commandée par la Voucher Issuers Association
Février 2017

Table des matières

1. Résumé.....	3
2. L'éco-chèque en quelques mots	4
2.1 Depuis son introduction en 2009, l'éco-chèque évolue en fonction des besoins de l'économie	4
2.2 Les principales caractéristiques de l'éco-chèque le rendent unique	5
2.3 L'éco-chèque est un avantage social octroyé par l'employeur au travailleur	6
3. Comparaison des moyens de paiement réservés à certains biens et services par rapport à un montant net équivalent.....	7
3.1 Les chèques permettent à l'État de stimuler la consommation dans un certain nombre de secteurs spécifiques.....	7
3.2 Les chèques permettent de limiter l'utilisation dans le temps.....	7
3.3 Les chèques permettent de limiter la validité à une zone géographique.....	8
4. Deux scénarios sont modélisés afin de mesurer l'impact de la conversion des éco-chèques en un montant net équivalent pour l'État et l'économie.....	9
4.1 Le premier scénario modélise l'impact de la situation actuelle recourant aux éco-chèques pour l'État et l'économie	9
4.2 Le deuxième scénario modélise l'impact d'un montant net équivalent pour l'État et l'économie	9
5. Présentation et explication des différentes suppositions et de leurs conséquences sur le résultat fiscal des pouvoirs publics.....	10
5.1 Recettes provenant d'une hausse de la consommation	10
5.2 Recettes provenant des emplois créés	12
5.3 Recettes provenant de la consommation induite	14
6. Le remplacement des éco-chèques par un montant net équivalent entraîne pour l'État belge une perte en termes de consommation intérieure, d'emplois et de revenus	15
6.1 En remplaçant les éco-chèques par un montant net équivalent, on perd 50 millions d'euros de consommation intérieure et 1 300 emplois	15
6.2 Le remplacement des éco-chèques par un montant net équivalent a un impact négatif de 70 millions d'euros sur les recettes de l'État	15
7. Conclusion.....	17
8. Annexe – Liste des biens et services pouvant être achetés au moyen des éco-chèques	18

1. Résumé

La présente étude analyse l'impact du système des éco-chèques sur l'économie belge et le budget de l'État. Nous commencerons tout d'abord par analyser l'impact d'un moyen de paiement réservé à certains produits et services par rapport à celui d'un montant équivalent net, du point de vue qualitatif. Ensuite, nous quantifierons l'impact, pour l'État, du remplacement des éco-chèques par une valeur identique, versée sous la forme d'un montant net équivalent.

Les chèques, tels que les chèques-repas et les éco-chèques, sont des moyens de paiement permettant d'acheter uniquement certains produits et services spécifiques auprès des commerçants affiliés. Ils constituent un avantage social par le biais duquel les pouvoirs publics peuvent stimuler la consommation dans certains secteurs. Ils produisent ainsi des effets directs et indirects pour toutes les parties concernées. Premièrement, les chèques renforcent directement le pouvoir d'achat des travailleurs. Deuxièmement, le caractère unique des chèques concourt au dialogue social entre le travailleur et l'employeur, et favorise la consommation intérieure et la création de nouveaux emplois. Ces emplois créés assurent à leur tour une hausse de la consommation induite (indirectement). Enfin, on peut constater que tous ces effets ont également des répercussions sur les finances de l'État.

Les éco-chèques stimulent davantage l'économie nationale qu'un montant net équivalent, et ce, en raison du moindre effet d'épargne qu'ils engendrent et de l'obligation de les dépenser dans le pays, dans des secteurs spécifiques. Les principales constatations de cette étude peuvent être résumées comme suit :

- > **La consommation intérieure est plus élevée d'environ 50 millions d'euros** dans le cas où les éco-chèques sont maintenus plutôt que remplacés par un montant net équivalent. Cette consommation intérieure accrue est due à la consommation induite par l'utilisation des éco-chèques pour des achats.
- > En outre, la hausse de la consommation mène à la création d'emplois dans le secteur de la distribution. Cette industrie nécessitant beaucoup de main-d'œuvre, la consommation supplémentaire permet de créer **1 300 emplois de plus**.
- > Le maintien de l'éco-chèque a un **impact positif sur les recettes de l'État se chiffrant à 70 millions d'euros par an**.

Nous pouvons par conséquent conclure que le maintien du système de chèques, électroniques ou papier, et plus précisément de l'éco-chèque, est favorable pour toutes les parties qui y adhèrent. Le travailleur est gagnant en raison de la hausse de son pouvoir d'achat, les employeurs tirent profit de la hausse de la consommation, de nouveaux emplois sont créés, et l'État voit s'accroître les cotisations de sécurité sociale et les impôts.

2. L'éco-chèque en quelques mots

2.1 Depuis son introduction en 2009, l'éco-chèque évolue en fonction des besoins de l'économie

Le système des éco-chèques a été créé au profit à la fois des pouvoirs publics, des travailleurs et des employeurs. Ils sont nés à la suite d'un dialogue avec les partenaires sociaux dans l'objectif d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, de créer de l'emploi en Belgique et de sensibiliser à la problématique du climat¹.

L'éco-chèque a vu le jour dans la Convention Collective de Travail (CCT) n° 98 en février 2009, au sein du Conseil national du travail. Initialement, le montant maximum des éco-chèques était fixé à 125 euros. Cette somme a été revue à la hausse en 2010 et fut alors portée à 250 euros par travailleur par an. Les éco-chèques ont eu un franc succès dès leur introduction en 2009. Le volume total d'émission n'a que légèrement fluctué au cours de la période 2011-2015, puis a enregistré une croissance de 15 % entre 2015 et 2016, pour atteindre les 232 millions d'euros.

Selon toute vraisemblance, la forte hausse de 2016 est due à la simplification administrative résultant de l'introduction de l'éco-chèque électronique, en date du 1^{er} janvier 2016^{2,3}. Comme pour les chèques-repas, cette simplification administrative a eu un impact tant pour les travailleurs et les employeurs que pour les commerçants affiliés. Selon une étude réalisée par l'ASA, la réduction annuelle des charges administratives a été estimée à 41 millions d'euros⁴.

Tableau 1 Chiffres clés de l'évolution des éco-chèques

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de travailleurs recevant des éco-chèques [# m]	1,6	1,4	1,5	1,3	1,4	1,5	1,6
Volume d'émission [m EUR]	224	193	201	190	202	202	232
Valeur moyenne par travailleur [EUR]	140	138	134	146	144	135	145

¹ Securex, « Après les titres-repas, les éco-chèques se mettent aussi à l'électronique » https://www.securex.eu/lex-go.nsf/vwNews_fr/D0D2C1BF70344CF5C1257F3B00380F3E?OpenDocument#.WLALaoE1-M9

² Agence pour la Simplification Administrative, « Éco-chèques électroniques. Impact potentiel sur les charges administratives », 2015.

³ VIA, « Succès de la digitalisation des éco-chèques », <http://www.viabelgium.be/2017/02/02/succes-de-la-digitalisation-des-eco-cheques/>

⁴ Agence pour la Simplification Administrative, « Éco-chèques électroniques. Impact potentiel sur les charges administratives », 2015.

2.2 Les principales caractéristiques de l'éco-chèque le rendent unique

Avec les éco-chèques, les pouvoirs publics disposent d'un instrument leur permettant d'inciter le consommateur à stimuler l'économie nationale. En Belgique, ils sont distribués par trois entreprises émettrices : Sodexo, Edenred et Monizze, au format papier ou sous la forme électronique. Les principales caractéristiques de l'éco-chèque sont les suivantes :

- > L'éco-chèque peut exclusivement être utilisé pour acheter des produits et services écologiques et durables. Les produits et services pouvant être acquis au moyen des éco-chèques sont subdivisés en sept catégories, telles que mentionnées dans la CCT n° 98 quater du 26 janvier 2016. Ces catégories sont l'économie d'énergie, les énergies renouvelables, l'économie et la gestion de l'eau, la promotion de la mobilité durable, la gestion des déchets, la promotion de l'écoconception et la promotion de l'attention pour la nature⁵. Dans la pratique, les produits les plus fréquemment achetés avec les éco-chèques sont des appareils électriques et des produits de bricolage, puis des vélos, du matériel de jardinage, des titres de transport pour les transports publics, des produits d'alimentation bio et des ampoules économiques⁶.

Le plus souvent, les éco-chèques sont échangés dans des magasins de proximité et dans des commerces spécialisés, comme le montre la Figure 1.

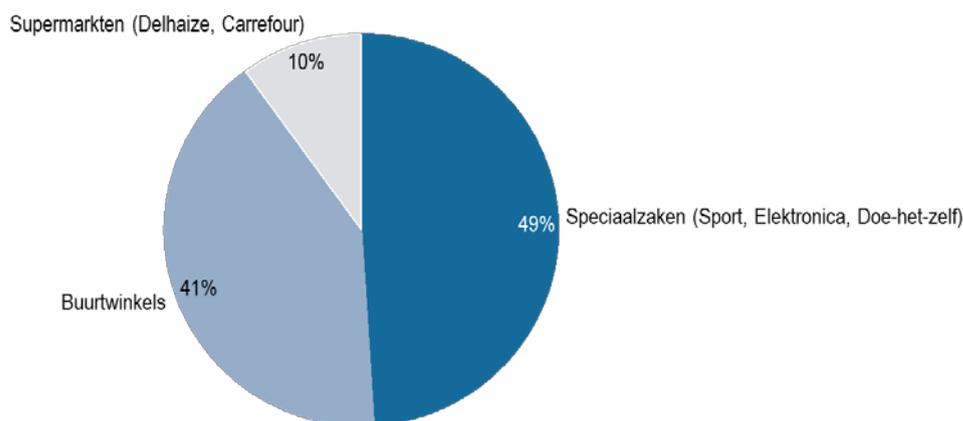


Figure 1 Utilisation des éco-chèques en fonction du type de commerce en 2016⁷
[Supermarchés (Delhaize, Carrefour), Magasins de proximité, Commerces spécialisés (sport, électronique, bricolage)]

- > L'éco-chèque ne peut être échangé qu'auprès des commerçants affiliés en Belgique. Le numéro de TVA est contrôlé par les entreprises émettrices afin d'éviter que des flux de dépenses ne disparaissent encore à l'étranger.
- > Les éco-chèques sont valables 24 mois, ce qui empêche de les épargner.

⁵ Convention Collective de Travail (CCT) n° 98 quater du 26 janvier 2016. La liste complète figure en annexe au présent document.

⁶ Chiffres d'Edenred et de Sodexo, 2016

⁷ Chiffres d'Edenred et de Sodexo, 2016

2.3 L'éco-chèque est un avantage social octroyé par l'employeur au travailleur

Par ailleurs, l'éco-chèque est un avantage social, c'est-à-dire qu'il permet à l'employeur de verser une indemnité au travailleur sans que celui-ci ne doive payer d'impôt ou de cotisations sociales sur celle-ci. Aucune cotisation sociale n'est due non plus dans le chef de l'employeur. Cette exonération est essentielle afin d'encourager le recours à ces chèques. Le montant des éco-chèques achetés n'est toutefois pas déductible à l'impôt des sociétés. Les conditions auxquelles doivent répondre les avantages sociaux, comme les éco-chèques, sont fixées dans l'Arrêté Royal de novembre 1989⁸ :

- > Ils ne peuvent être octroyés en remplacement ou en conversion de la rémunération, de bonus, d'avantages en nature ou de tout autre avantage. Les éco-chèques ne peuvent par conséquent être attribués qu'en tant que complément du salaire. Ceci permet de garantir aux travailleurs le droit de disposer librement de leur salaire.
- > L'octroi des chèques doit être prévu par une Convention Collective de Travail sectorielle ou d'entreprise. L'octroi ne peut avoir lieu sur une base individuelle qu'en l'absence de délégation syndicale ou s'il s'agit d'une catégorie de personnel qui n'est habituellement pas visée par la CCT.
- > La valeur maximale de l'éco-chèque est de 10 euros.
- > Il doit être mentionné sur l'éco-chèque que sa validité est limitée à 24 mois et qu'il ne peut être utilisé que pour l'achat des produits et services repris sur la liste annexée à la CCT n° 98.
- > En ce qui concerne les éco-chèques en particulier, le montant reçu ne peut dépasser 250 euros par travailleur depuis 2010.

⁸ SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, « Écochèque », <http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=23798>

3. Comparaison des moyens de paiement réservés à certains biens et services par rapport à un montant net équivalent

Nous abordons dans ce chapitre les différences entre les moyens de paiement réservés à certains produits et services et un montant net équivalent. Nous appliquons ensuite chacune de ces différences au cas de l'éco-chèque.

Le mot « chèque » est utilisé ici en référence à toute forme de moyen de paiement, au format papier, électronique ou autre, réservée au paiement de certains biens et services.

3.1 Les chèques permettent à l'État de stimuler la consommation dans un certain nombre de secteurs spécifiques

Les chèques constituent pour l'État un instrument puissant lui permettant de stimuler la consommation dans un certain nombre de secteurs spécifiques. Une partie du pouvoir d'achat du consommateur est pour ainsi dire canalisée vers ces biens et services.

Premièrement, il est possible grâce aux chèques d'initier (et de maintenir) un comportement de consommation bien précis. Deuxièmement, les chèques permettent aux pouvoirs publics d'augmenter les dépenses dans des secteurs qui profitent davantage à l'économie. Cette hausse de la consommation dans certains secteurs entraîne à la fois une création d'emplois directe dans les secteurs où sont effectuées les dépenses supplémentaires, et indirecte dans les secteurs se trouvant en amont et en aval dans la chaîne de valeur, grâce aux fameux effets multiplicateurs. Plus l'effet multiplicateur est important, plus les dépenses supplémentaires générées pour chaque euro initialement dépensé seront élevées. Ces dépenses supplémentaires engendrent elles aussi de nouveaux emplois, qui génèrent à leur tour davantage de consommation du fait de l'accroissement du pouvoir d'achat des nouvelles personnes rémunérées.

En ce qui concerne les éco-chèques en particulier, nous pouvons pointer deux conséquences positives dues à ce que ces chèques peuvent uniquement être échangés contre des produits et services écologiques et durables. En premier lieu, ils encouragent le citoyen à consommer de manière plus « verte », plus respectueuse de l'environnement. Les éco-chèques nous aident ainsi à atteindre les objectifs climatiques à long terme.

Deuxièmement, la consommation accrue de produits et services écologiques et durables crée principalement des emplois dans le secteur de la distribution. Comme nous l'avons mentionné plus haut au Chapitre 2, les appareils électriques, et notamment les réfrigérateurs, congélateurs et télévisions, figurent parmi les achats par éco-chèques les plus populaires (36 %)⁹. Dans de nombreux cas, ces produits sont fabriqués en dehors de la Belgique, arrivent (pour une part) dans les commerces spécialisés (Krëfel, Vanden Borre...) via les canaux de distribution classiques et soutiennent ainsi le secteur belge de la distribution.

3.2 Les chèques permettent de limiter l'utilisation dans le temps

De manière générale, les consommateurs épargnent une partie de leurs revenus en vue d'une consommation future ou d'un investissement ultérieur ; c'est ce que l'on appelle en bref le taux d'épargne. L'impact de celui-ci sur la consommation nationale est cependant négatif. Étant donné qu'il est possible de limiter la validité des chèques dans le temps, et qu'ils ne peuvent pas être directement convertis en monnaie nationale, ils peuvent difficilement être placés sur un compte d'épargne¹⁰. De cette manière, le montant total des chèques reçus représente du pouvoir d'achat pour le travailleur.

Dans le cas des éco-chèques, la validité a été établie à 24 mois. Ceci implique que le pouvoir d'achat obtenu n'est épargné que pendant maximum deux ans. Dans les cas extrêmes, les chèques peuvent être accumulés pendant deux années consécutives pour un achat plus important.

⁹ Sodexo, 2016

¹⁰ IDEA Consult, « Impact macro-économique des chèques-repas », 2013

Les éco-chèques sont payés une fois par an par l'employeur, ce qui fait qu'ils sont essentiellement utilisés pour des achats de plus grande ampleur, plutôt que pour des achats du quotidien. Les consommateurs ont ainsi davantage tendance à utiliser les chèques pour des achats pour lesquels ils n'auraient autrement pas de budget¹¹. De ce fait, les éco-chèques stimulent directement l'économie.

3.3 Les chèques permettent de limiter la validité à une zone géographique

De manière générale, les consommateurs dépensent une partie de leurs revenus à l'étranger. Cela s'explique par la différence de prix entre les pays et par le lieu de résidence du consommateur. Les consommateurs qui habitent près des frontières nationales, surtout, réalisent ainsi un pourcentage relativement élevé de leurs achats à l'étranger. Les chèques permettent au contraire de limiter la consommation à la Belgique. Les pouvoirs publics disposent ainsi avec les éco-chèques d'un instrument permettant de stimuler la consommation intérieure.

Les chèques n'incitent toutefois pas uniquement à consommer des produits et services dans le pays. Ils entraînent aussi une hausse de la consommation. Une partie de l'argent disponible grâce aux chèques sera épargnée, tandis qu'une autre partie de cette somme sera consommée. Étant donné que le consommateur ajoute souvent la différence, en plus de la valeur du chèque, lors de son achat, il est vraisemblable qu'une grande partie de l'argent disponible grâce aux chèques sera effectivement dépensée. Et toutes ces dépenses supplémentaires se feront donc dans le pays.

La limitation géographique est un élément crucial de l'éco-chèque. Les biens qui sont typiquement achetés au moyen d'éco-chèques, comme les appareils électriques, peuvent en effet facilement être commandés à l'étranger. Compte tenu de la popularité croissante du commerce en ligne pour ce type de produits, il est essentiel de continuer à soutenir les achats nationaux pour ce type de biens. Si l'on abandonnait le chèque pour une forme de rémunération en argent liquide, l'effet d'incitation à la consommation profiterait en grande partie à d'autres pays. Les éco-chèques constituent donc un instrument puissant pour stimuler les achats intérieurs et maîtriser ainsi la pression toujours croissante qui pèse sur le secteur belge de la distribution.

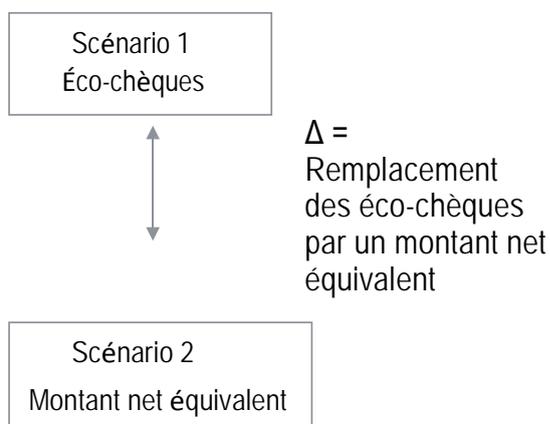
De plus, disposer d'éco-chèques avec une valeur annuelle maximale de 250 euros par travailleur favorise encore davantage l'économie belge. D'une part, parce que le consommateur achète effectivement des produits typiquement acquis avec des éco-chèques, comme des appareils électriques, des vélos, du mobilier de jardin, etc. – des achats qu'il aurait reportés ou qu'il n'aurait pas faits sans les éco-chèques¹². D'autre part, parce que, une fois qu'il a pris la décision d'acheter, le consommateur a tendance à ajouter une somme de sa poche, en sus de la valeur des éco-chèques, pour effectuer des achats plus importants.

¹¹ Listen (2012) indique que les éco-chèques permettent au consommateur d'effectuer des achats pour lesquels il ne dispose normalement pas d'un budget.

¹² Listen (2012) indique que les éco-chèques permettent au consommateur d'effectuer des achats pour lesquels il ne dispose normalement pas d'un budget.

4. Deux scénarios sont modélisés afin de mesurer l'impact de la conversion des éco-chèques en un montant net équivalent pour l'État et l'économie

Nous allons à présent quantifier l'impact de deux scénarios pour l'État, pour l'année de référence 2016. Le premier scénario examine l'effet du système actuel des éco-chèques pour les pouvoirs publics. Le deuxième scénario montre quel serait l'effet pour l'État en cas de versement d'un montant net équivalent. Nous analyserons ensuite les différences entre les deux scénarios afin de déterminer l'impact du remplacement des éco-chèques par un montant net équivalent. Ci-dessous se trouve un résumé du plan de la recherche.



4.1 Le premier scénario modélise l'impact de la situation actuelle recourant aux éco-chèques pour l'État et l'économie

Le premier scénario modélise l'impact de la situation telle que nous la connaissons aujourd'hui pour l'État et l'économie. En 2016, le volume d'émission d'éco-chèques s'élève à 232 millions d'euros. La somme versée chaque année sous la forme d'éco-chèques s'élève à maximum 250 euros par travailleur.

L'éco-chèque permet au travailleur de réaliser des achats éco-responsables. Comme indiqué ci-dessus, le travailleur ne paie ni impôts ni cotisations sociales sur cet avantage social. Aucune cotisation sociale n'est due non plus dans le chef de l'employeur. Toutefois, le montant des éco-chèques achetés n'est pas déductible à l'impôt des sociétés.

4.2 Le deuxième scénario modélise l'impact d'un montant net équivalent pour l'État et l'économie

Le deuxième scénario modélise l'impact du versement d'un montant net équivalent pour l'État et l'économie. Nous considérons un scénario où les versements sont de la même valeur que dans le scénario des éco-chèques (donc 232 millions d'euros en 2016 avec une valeur annuelle maximale de 250 euros par travailleur). Dans ce scénario aussi, le versement est exonéré d'impôts et de cotisations sociales tant pour le travailleur que pour l'employeur.

5. Présentation et explication des différentes suppositions et de leurs conséquences sur le résultat fiscal des pouvoirs publics

Ce chapitre traite des différents effets des deux scénarios (éco-chèques vs montant net équivalent) et est structuré selon l'intensité de l'effet. Nous examinerons d'abord l'effet direct, à savoir les recettes engrangées grâce à la hausse de la consommation. Ensuite, nous discuterons les recettes dues à la hausse de l'emploi. Enfin, nous aborderons les recettes provenant de la consommation induite. Les suppositions utilisées sont à chaque fois mentionnées dans la partie à laquelle elles s'appliquent. L'impact pour l'économie belge et l'État sera résumé dans un tableau.

5.1 Recettes provenant d'une hausse de la consommation

L'éco-chèque est destiné à être consommé et génère par conséquent des effets directs et indirects bien mesurables. De par ses caractéristiques spécifiques, déjà abordées plus haut, l'éco-chèque génère de la consommation supplémentaire dans l'économie belge, dans certains secteurs bien précis¹³. L'une des conséquences de cette hausse de la consommation est que les pouvoirs publics perçoivent davantage de TVA et d'impôts des sociétés provenant des entreprises qui voient augmenter leur chiffre d'affaires grâce au système des éco-chèques.

5.1.1 La hausse de la consommation crée des recettes TVA supplémentaires

Afin d'évaluer l'impact des scénarios de l'éco-chèque et du montant net équivalent sur la TVA, il importe de quantifier les dépenses supplémentaires totales effectuées en Belgique dans chaque scénario.

Scénario Éco-chèque	Scénario Montant net équivalent	Δ
TVA sur la consommation supplémentaire	TVA sur la consommation supplémentaire	
Pouvoir d'achat supplémentaire total	Pouvoir d'achat supplémentaire total	0
Épargne (3,05 %)	Épargne (12,2 %)	- 28 304 000
Dépenses à l'étranger (0 %)	Dépenses à l'étranger (5,18 %)	13 483 747
Dépenses supplémentaires totales en Belgique	Dépenses totales en Belgique	34 711 747
Dépenses supplémentaires dans le secteur alimentaire en Belgique (4 %)	Dépenses dans le secteur alimentaire (13 %)	24 936 826
Dépenses supplémentaires dans le secteur non alimentaire en Belgique	Dépenses dans le secteur non alimentaire	165 275 426
TVA sur l'alimentaire (6 %)	TVA sur l'alimentaire (6 %)	1 496 210
TVA sur le non-alimentaire (21 %)	TVA sur le non-alimentaire (21 %)	34 707 840
TVA sur la consommation supplémentaire	TVA sur la consommation supplémentaire	9 680 447

Scénario des éco-chèques

Théoriquement, le montant reçu sous la forme d'éco-chèques doit être intégralement consommé. Cependant, le fait de recevoir des éco-chèques a pour effet qu'une partie du budget habituel est libérée et peut être épargnée. C'est que l'on appelle l'effet d'épargne. En raison de la faible liquidité des éco-chèques par rapport au reste du revenu¹⁴, il est probable qu'une grande partie de la somme libérée soit dépensée. Nous partons du principe que le taux d'épargne pour le montant libéré grâce aux éco-chèques est inférieur au taux d'épargne moyen pour le revenu disponible en Belgique.

Dans plusieurs études portant sur le comportement de substitution des chèques(-repas) auprès des consommateurs¹⁵, le taux d'épargne utilisé pour le montant libéré correspondait à la moitié du taux d'épargne national. Le taux d'épargne appliqué à l'argent libéré a été élaboré en s'appuyant sur deux observations. Premièrement, les consommateurs admettent que les éco-chèques leur permettent d'effectuer des achats pour lesquels ils ne disposeraient autrement d'aucun budget¹⁶. Deuxièmement, le montant des éco-chèques (maximum 250 euros par travailleur) fournit déjà une part importante du prix d'achat des biens typiquement acquis avec les éco-chèques, comme les

¹³ Voir Chapitre 3

¹⁴ Les éco-chèques ne peuvent être utilisés que pour l'achat de certains produits et peuvent difficilement être placés sur un compte d'épargne.

¹⁵ Roland Berger, « De verhoging van de maximale nominale waarde en de aftrekbaarheid van de maaltijdcheques met EUR 1 », 2016
IDEA Consult, « Impact macro-économique des chèques-repas », 2013
IDEA Consult, « Economische impact van maaltijdcheques en ecocheques », 2010

¹⁶ Voir Section 3.2

appareils électriques. L'éco-chèque est donc pour ainsi dire le catalyseur de l'achat. C'est pourquoi nous avons défini dans le cadre de la présente étude un taux d'épargne correspondant à un quart du taux d'épargne national pour les trois premiers trimestres de 2016¹⁷.

On suppose en outre que l'effet de substitution est total en ce qui concerne la consommation étrangère. Cela signifie que le pouvoir d'achat supplémentaire ne peut aucunement donner lieu à une consommation à l'étranger, puisque les éco-chèques ne peuvent être dépensés qu'en Belgique. Les éco-chèques ont donc engendré une **consommation intérieure directe supplémentaire de 225 millions d'euros** en 2016.

Ensuite, les recettes TVA peuvent être calculées sur la base du type de biens achetés. L'analyse des éco-chèques utilisés via Edenred en 2016 montre que 4 % du pouvoir d'achat généré par les éco-chèques ont été consacrés à l'achat d'alimentation bio. La consommation de produits alimentaires, soumis à une TVA de 6 %, génère 0,5 million d'euros, tandis que la consommation de biens non alimentaires, soumis à un taux de TVA de 21 %, crée des recettes TVA à concurrence de 45 millions d'euros. Par conséquent, l'injection annuelle de capital dans les éco-chèques produit **des recettes TVA supplémentaires de 46 millions d'euros**.

Scénario du montant net équivalent

Dans le scénario du versement d'un montant net équivalent, on applique le taux d'épargne moyen belge de 12,2 %¹⁸. En effet, le travailleur ne distinguera pas vraiment son salaire net du montant net équivalent, puisqu'ils seront tous les deux versés sur son compte. Il semble par conséquent probable que le travailleur adoptera le même comportement d'épargne pour le montant net équivalent que pour son salaire brut. Une partie du pouvoir d'achat supplémentaire du travailleur partira en outre à l'étranger, tout comme c'est le cas pour son salaire brut. Le pourcentage des dépenses effectuées à l'étranger au moyen du montant net équivalent est estimé à 5,18 %¹⁹. Dans le cas d'un montant net équivalent, le taux d'épargne et les dépenses à l'étranger s'expliquent par la plus grande liquidité de l'argent comptant par rapport aux éco-chèques. Ainsi, le versement d'un montant net équivalent génère en 2016 **une consommation intérieure directe supplémentaire de 190 millions d'euros**.

L'argent libéré par le montant net équivalent est supposé être utilisé de la même manière que le budget des ménages en général en Belgique (13 % pour l'alimentation)²⁰. Ainsi, **les recettes TVA générées en plus** par le versement de montants nets équivalents s'élèvent à **36 millions d'euros**.

5.1.2 La hausse de la consommation génère davantage d'impôts sur les sociétés

Comme nous l'avons indiqué au paragraphe précédent, les éco-chèques génèrent une consommation intérieure directe supplémentaire de 225 millions d'euros, contre 190 millions d'euros pour un montant net équivalent. Partant d'une marge avant impôt de 2,1 %²¹ dans le secteur de la distribution, soumis à un taux d'imposition effectif de 26,7 % à l'impôt des sociétés, l'impôt des sociétés additionnel pour l'impôt des sociétés est estimé à **136 millions d'euros** en plus sur la base annuelle dans le scénario des éco-chèques, contre 0,8 million d'euros par an dans le scénario du montant net équivalent.

Scénario Éco-chèque		Scénario Montant net équivalent		Δ
Impôt des sociétés supplémentaire		Impôt des sociétés supplémentaire		
Dépenses supplémentaires en Belgique grâce aux éco-chèques (TVAC)	224 924 000	Dépenses supplémentaires en Belgique grâce au montant net équivalent (TVAC)	190 212 253	
TVA	- 45 884 496	TVA	- 36 204 049	
Dépenses supplémentaires (hors TVA)	179 039 504	Dépenses supplémentaires (hors TVA)	154 008 204	
Marge avant impôt (2,05 %)	3 663 837	Marge avant impôt (2,05 %)	3 151 600	
Impôt des sociétés supplémentaire (taux d'imposition effectif de 26,7 %) 978 244		Impôt des sociétés supplémentaire (taux d'imposition effectif de 26,7 %) 841 477		136 767

¹⁷ Le taux d'épargne est de 12,2 % pour les trois premiers trimestres de 2016, Banque nationale de Belgique

¹⁸ Taux d'épargne pour les trois premiers trimestres de 2016, Banque nationale de Belgique

¹⁹ Comme indiqué dans l'Enquête sur le budget des ménages du SPF Économie en 2014

²⁰ Comme indiqué dans l'Enquête sur le budget des ménages du SPF Économie en 2014

²¹ Calculs réalisés par Roland Berger sur la base de COMEOS, étude Commerce Summit, 2013

5.2 Recettes provenant des emplois créés

5.2.1 Les emplois supplémentaires génèrent davantage d'impôts et de cotisations de sécurité sociale sur le travail

IDEA Consult a réalisé en 2010²² une étude sur l'impact des éco-chèques sur l'emploi en Belgique. Plusieurs scénarios y ont été déduits pour l'emploi, en tenant compte des divers comportements de consommation associés à la réception d'éco-chèques. Roland Berger a actualisé les données de cette étude pour l'année 2016.

- > Scénario de consommation : Dans le premier scénario, on suppose que tous les chèques sont écoulés, en plus des dépenses normales. Dans ce scénario, 4 697 emplois sont créés/préservés.
- > Scénario d'épargne : Dans le deuxième scénario, on postule qu'une partie (7 %) du budget libéré grâce à l'octroi d'éco-chèques est épargnée et que le reste est utilisé pour acheter des produits liés aux éco-chèques.
- > Scénario avec substitution partielle : Le troisième scénario part aussi du principe que 93 % du budget libéré est consommé, mais partiellement pour des dépenses liées aux éco-chèques et partiellement pour des dépenses non liées aux chèques. Le secteur de la distribution est un secteur nécessitant beaucoup de main-d'œuvre. Une augmentation des dépenses dans d'autres secteurs entraîne la création/préservation de moins d'emplois (3 097 emplois contre 4 222). Ce scénario a été retenu dans tous les calculs de Roland Berger.
- > Le dernier scénario est le plus conservateur. Ici, la valeur des chèques est utilisée pour remplacer les dépenses normales et le montant libéré – à l'exception de la partie épargnée – est intégralement dépensé conformément au modèle de dépenses habituel du consommateur. Dans ce scénario, 1 904 emplois sont créés.

IDEA Consult a également élaboré un scénario d'argent liquide, qui sert de référence pour pointer la différence entre un scénario avec ou sans recours aux chèques. Il part du principe que le montant reçu en chèques serait remplacé par un sursalaire net versé sur le compte du travailleur. Contrairement aux scénarios ci-dessus, ce dernier ne génère que 1 793 emplois en 2016.

Scénario Éco-chèque		Scénario Montant net équivalent		Δ
Cotisations de sécurité sociale supplémentaires		Cotisations de sécurité sociale supplémentaires		
Nombre net d'emplois supplémentaires	3 097	Nombre net d'emplois supplémentaires	1 793	1 304
Salaire annuel brut moyen par travailleur	43 758	Salaire annuel brut moyen par travailleur	43 758	
Salaire brut total	135 508 579	Salaire brut total	78 449 950	
Cotisations ONSS (13,07 %)	17 710 971	Cotisations ONSS (13,07 %)	10 253 408	
Précompte professionnel (35 %)	41 229 163	Précompte professionnel (35 %)	23 868 789	
Cotisations patronales employeur (30 %)	40 652 574	Cotisations patronales employeur (30 %)	23 534 985	
Cotisations de sécurité sociale supplémentaires	99 592 708	Cotisations de sécurité sociale supplémentaires	57 657 183	41 935 525

Scénario des éco-chèques

Roland Berger a basé ses calculs sur le nombre d'emplois obtenus dans l'étude d'IDEA Consult. Étant donné que les éco-chèques sont généralement distribués une fois par an, les consommateurs ont davantage tendance à les utiliser pour des achats exceptionnels plutôt que pour les courses quotidiennes. Il est aussi question d'un effet de catalyseur : les achats que le consommateur envisage mais reporte pour toutes sortes de raisons sont plus facilement réalisés grâce au pouvoir d'achat supérieur qu'offrent les éco-chèques. Le consommateur ajoute en outre souvent une somme aux chèques, de manière à ce que la valeur finale injectée dans l'économie est supérieure à la valeur des éco-chèques. C'est pour ces raisons que le scénario d'épargne avait été retenu dans l'étude d'IDEA Consult.

Roland Berger se base sur un scénario plus conservateur pour ses calculs : le scénario avec substitution partielle. Le nombre d'emplois générés en 2016 est déterminé en actualisant le nombre d'emplois en 2010 (2 990 emplois créés pour un volume d'émission de 224 millions d'euros) compte tenu du volume d'émission en 2016 (232 millions d'euros). On obtient de la sorte **une création d'environ 3 100 emplois** pour 2016.

²² IDEA Consult, « Economische impact van maaltijdcheques en ecocheques », 2010

Ces jobs engendrent un supplément de cotisations patronales (30 %) ²³, de précompte professionnel (35 %) ²⁴ et de cotisations de sécurité sociale (13,07 %) ²⁵ dans le chef du travailleur. Partant d'un salaire annuel brut moyen de 43 758 euros en 2016 ²⁶, Roland Berger estime les **impôts et cotisations de sécurité sociale supplémentaires** du scénario des éco-chèques à environ **100 millions d'euros**.

Scénario du montant net équivalent

Le nombre d'emplois générés en 2016 a été calculé d'une manière similaire pour le scénario du montant net équivalent. Notre analyse aboutit ainsi selon ce scénario à **une création d'environ 1 800 emplois** en 2016. On n'a établi aucune différence entre ce scénario et celui des éco-chèques en ce qui concerne les secteurs où ces emplois sont créés.

Ces emplois génèrent eux aussi des cotisations patronales, du précompte professionnel et des cotisations de sécurité sociale. Partant d'un salaire annuel brut moyen de 43 758 euros en 2016 ²⁷, Roland Berger estime les **impôts et cotisations de sécurité sociale supplémentaires** du scénario du montant net équivalent à environ **58 millions d'euros**.

²³ Les cotisations patronales s'élèvent à 30 % depuis le 1^{er} avril 2016. Unisoc, « Tax Shift », <https://www.unisoc.be/tax-shift>

²⁴ Le précompte professionnel dépend de la situation familiale. Nous nous sommes basés ici sur le précompte professionnel sans réduction. Eurostat, « Taxation trends in the European Union », <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/7092073/KS-DU-15-001-FR-F.pdf/68116dc2-75bc-4f25-b8a3-ae863ff8dec5>

²⁵ ONSS, « Payer des cotisations sociales », <http://www.rsz.fgov.be/fr/employeurs-et-onss/paiements>

²⁶ L'indice santé est utilisé afin de calculer l'indexation des salaires et des allocations sociales. Le taux de croissance de l'indice santé s'élevait à 2,09 % en 2016, Bureau fédéral du Plan

²⁷ L'indice santé est utilisé afin de calculer l'indexation des salaires et des allocations sociales. Le taux de croissance de l'indice santé s'élevait à 2,09 % en 2016, Bureau fédéral du Plan

5.2.2 Les emplois créés impliquent une baisse des allocations de chômage

Ayant constaté que de nouveaux emplois allaient être créés, Roland Berger a calculé que 3 100 allocations de chômage devraient être payées en moins dans le scénario des éco-chèques, et 1 800 dans le scénario du montant net équivalent. Compte tenu des allocations de chômage annuelles moyennes (12 606 euros²⁸), **les économies réalisées par les pouvoirs publics au niveau des allocations de chômage s'élèvent à 39 millions d'euros dans le scénario des éco-chèques, et à 23 millions d'euros dans le scénario du montant net équivalent.**

Scénario Éco-chèque		Scénario Montant net équivalent	Δ
Baisse des allocations de chômage		Baisse des allocations de chômage	
Nombre net d'emplois supplémentaires (voir cotisations de sécurité sociale supplémentaires)	3 097	Nombre net d'emplois supplémentaires (voir cotisations de sécurité sociale supplémentaires)	1 793
Allocations de chômage annuelles moyennes	12 606	Allocations de chômage annuelles moyennes	12 606
Allocations de chômage économisées	39 037 549	Allocations de chômage économisées	22 599 999
			- 16 437 550

5.3 Recettes provenant de la consommation induite

Dans les deux scénarios, la création de nouveaux emplois induit de la consommation supplémentaire, suite à la hausse du pouvoir d'achat des nouveaux travailleurs. Ce pouvoir d'achat sera à son tour affecté à la consommation de produits (non) alimentaires, à l'épargne et aux dépenses à l'étranger. On crée ainsi, de manière indirecte, une **consommation intérieure supplémentaire de 33 millions d'euros** dans le scénario des éco-chèques, contre **19 millions d'euros** dans le scénario du montant net équivalent. Les **recettes TVA** qui en découlent se portent alors à **6 millions d'euros** dans le scénario des éco-chèques et à **3 millions d'euros** dans le scénario du montant net équivalent.

Scénario Éco-chèque		Scénario Montant net équivalent	Δ
Hausse de la consommation grâce aux emplois supplémentaires		Hausse de la consommation grâce aux emplois supplémentaires	
Salaire annuel brut moyen par travailleur	43 758	Salaire annuel brut moyen par travailleur	43 758
Salaire annuel net moyen par travailleur (13,07 % & 35 %)	24 725	Salaire annuel net moyen par travailleur (13,07 % & 35 %)	24 725
Dépenses annuelles moyennes par travailleur (taux d'épargne 12,2 %)	21 709	Dépenses annuelles moyennes par travailleur (taux d'épargne 12,2 %)	21 709
21 709 Dépenses annuelles moyennes du sans-emploi	11 068	Dépenses annuelles moyennes du sans-emploi	11 068
Différence entre les dépenses du travailleur et du sans-emploi	10 641	Différence entre les dépenses du travailleur et du sans-emploi	10 641
Nombre net d'emplois créés par les E-C	3 097	Nombre net d'emplois créés par le montant net équivalent	1 793
Montant supplémentaire dépensé par les nouveaux travailleurs en BE	32 952 127	Montant supplémentaire dépensé par les nouveaux travailleurs en BE	19 076 967
Somme dépensée en alimentation (13 %)	4 096 247	Somme dépensée en alimentation (13 %)	2 371 439
Somme dépensée dans le non-alimentaire	27 148 960	Somme dépensée dans le non-alimentaire	15 717 341
TVA supplémentaire sur l'alimentaire (6 %)	245 775	TVA supplémentaire sur l'alimentaire (6 %)	142 286
TVA supplémentaire sur le non-alimentaire (21 %)	5 701 282	TVA supplémentaire sur le non-alimentaire (21 %)	3 300 642
TVA supplémentaire sur la consommation	5 947 056	TVA supplémentaire sur la consommation	3 442 928
			- 2 504 128

²⁸ ONEM, rapport annuel 2015, avec application du taux de croissance de l'indice santé [2016] de 2,09 %, d'après le Bureau fédéral du Plan.

6. Le remplacement des éco-chèques par un montant net équivalent entraîne pour l'État belge une perte en termes de consommation intérieure, d'emplois et de revenus

6.1 En remplaçant les éco-chèques par un montant net équivalent, on perd 50 millions d'euros de consommation intérieure et 1 300 emplois

Comme expliqué plus haut, la distribution d'éco-chèques entraîne une hausse de la consommation intérieure. Ces chèques sont non seulement obligatoirement écoulés dans le pays, mais l'effet d'épargne est aussi moins important. Il est aussi question d'un effet de catalyseur : les achats que le consommateur envisage mais reporte pour toutes sortes de raisons sont plus facilement réalisés grâce au pouvoir d'achat supérieur qu'offrent les éco-chèques. Le consommateur ajoute en outre souvent une somme aux chèques, de manière à ce que la valeur finale injectée dans l'économie est supérieure à la valeur des éco-chèques.

Cette consommation supplémentaire crée à son tour de nouveaux emplois. Ces nouveaux travailleurs gagnent plus que lorsqu'ils bénéficiaient d'une allocation de chômage, ce qui garantit encore davantage de consommation induite. Le tableau ci-dessous montre la différence entre le scénario des éco-chèques et celui du montant net équivalent pour la création de consommation intérieure et d'emplois.

Δ éco-chèque - montant net équivalent

Année	2016
Consommation intérieure supplémentaire (directe + induite)	48 586 907
Consommation intérieure directe	34 711 747
Consommation intérieure induite	13 875 160
Emplois supplémentaires	1 304

6.2 Le remplacement des éco-chèques par un montant net équivalent a un impact négatif de 70 millions d'euros sur les recettes de l'État

La comparaison du scénario des éco-chèques et du scénario du montant net équivalent permet de se faire une bonne idée des effets d'un éventuel remplacement du volume d'émission actuel d'éco-chèques (232 millions d'euros en 2016) par un montant net équivalent pour l'État. Le tableau ci-dessous synthétise les gains fiscaux totaux pour les pouvoirs publics en 2016 dans le scénario des éco-chèques (à gauche) et dans le scénario du montant net équivalent (à droite), subdivisés par effet. La différence entre les deux scénarios est indiquée dans la colonne de droite.

Scénario Éco-chèque		Scénario Montant net équivalent		Δ
Année	2016	Année	2016	
Consommation intérieure supplémentaire (225 millions d'euros)		Consommation intérieure supplémentaire (190 millions d'euros)		
TVA sur la consommation supplémentaire	45 884 496	TVA sur la consommation supplémentaire	36 204 049	
Impôts sur les sociétés supplémentaires	978 244	Impôts sur les sociétés supplémentaires	841 477	
Consommation supplémentaire totale	46 862 740	Consommation supplémentaire totale	37 045 526	9 817 214
Emplois (3 097 emplois supplémentaires)		Emplois (1 793 emplois supplémentaires)		
Cotisations de sécurité sociale supplémentaires	99 592 708	Cotisations de sécurité sociale supplémentaires	57 657 183	
Allocations de chômage économisées	39 037 549	Allocations de chômage économisées	22 599 999	
Emplois totaux	138 630 256	Emplois totaux	80 257 182	58 373 074
Consommation induite (33 millions d'euros)		Consommation induite (19 millions d'euros)		
TVA supplémentaire sur la consommation	5 947 056	TVA supplémentaire sur la consommation	3 442 928	2 504 128
Effet net pour l'État	191 440 053	Effet net pour l'État	120 745 636	70 694 417

La Figure 2 ci-dessous synthétise les pertes que représenterait pour les finances de l'État l'abandon des éco-chèques au profit du montant net équivalent de la même valeur. La **différence totale pour les finances de l'État s'élève à environ 70 millions d'euros** en 2016. La plus grande perte provient des cotisations de sécurité sociale supplémentaires et des allocations de chômage épargnées (« Augmentation de l'emploi »), qui représenteraient une perte d'environ 60 millions d'euros en cas de passage au montant net équivalent.

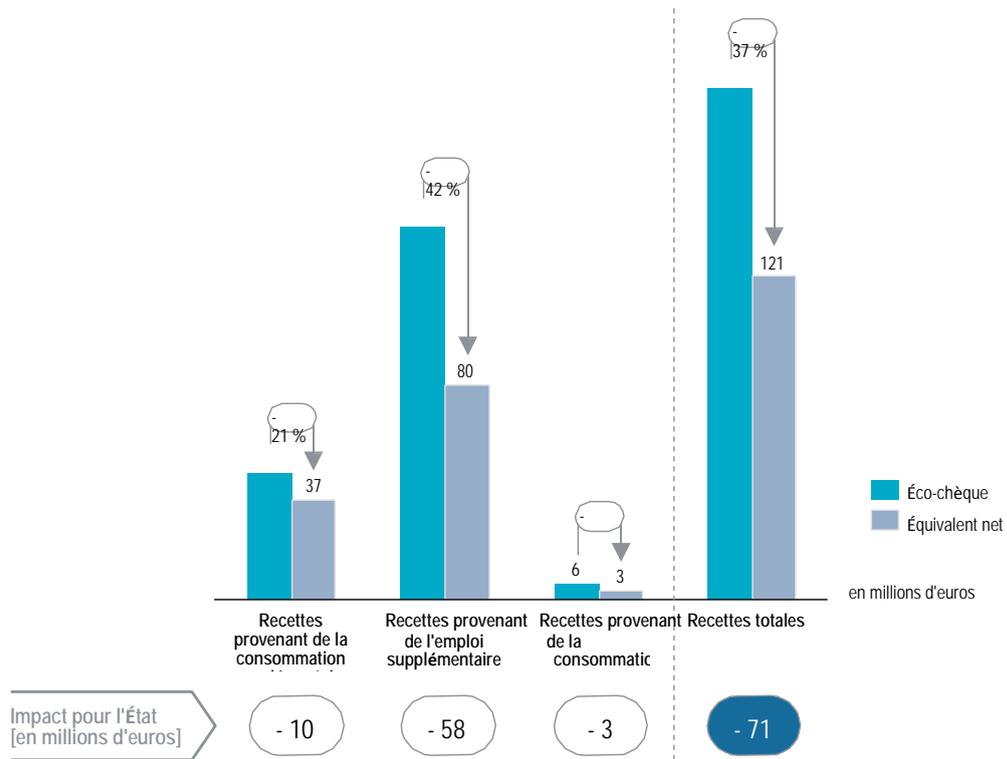


Figure 2 Impact pour l'État [2016]

7. Conclusion

Cette étude avait pour objectif de décrire les avantages des éco-chèques par rapport au montant net équivalent d'un point de vue qualitatif. Elle présentait également une analyse quantitative d'un cas spécifique où le volume d'éco-chèques était converti en un même volume d'un montant net équivalent.

Les trois caractéristiques principales des chèques, à savoir leur usage limité à une gamme de produits et services bien précise, leur durée de validité et leur usage exclusivement national, donnent aux pouvoirs publics la possibilité de stimuler l'économie à différents niveaux. Trois arguments principaux plaident en faveur du maintien des éco-chèques. Premièrement, les éco-chèques revêtiront une importance cruciale dans le soutien au secteur belge de la distribution, compte tenu de la forte pression à laquelle est soumis le secteur et de la popularité croissante de l'e-commerce. Deuxièmement, les éco-chèques incitent non seulement les consommateurs à effectuer des achats éco-responsables, mais leur valeur de maximum 250 euros par an leur donne également un dernier petit coup de pouce pour réaliser des achats plus importants, qu'ils n'auraient probablement pas consentis (immédiatement) sans les chèques. Enfin, puisque les éco-chèques sont généralement affectés à des achats plus conséquents, le consommateur va vraisemblablement compléter de sa poche la valeur des chèques reçus.

Cette étude a en outre examiné l'impact, pour l'État, du remplacement des éco-chèques par un montant net équivalent, de même valeur, au moyen de deux scénarios. Cette analyse a permis de constater que la hausse de la consommation dans certains secteurs due à l'utilisation des chèques débouche sur une création d'emplois. Ces emplois confèrent un plus grand pouvoir d'achat aux nouveaux travailleurs rémunérés, ce qui augmente à son tour la consommation. Si les éco-chèques devaient être remplacés par un montant net équivalent, les pouvoirs publics devraient essayer les pertes suivantes :

- > **Baisse de la consommation intérieure d'environ 50 millions d'euros** : Le montant net équivalent sera considéré comme un salaire brut. Il sera donc davantage affecté à l'épargne et à la consommation à l'étranger.
- > **Perte de 1 300 emplois pour l'économie belge** : La baisse de la consommation intérieure a une influence directe sur le nombre d'emplois dans le secteur de la distribution.
- > **Baisse des recettes de l'État d'environ 70 millions d'euros** : La baisse de la consommation et du nombre d'emplois entraîne une baisse des recettes de TVA, de l'impôt sur les sociétés et des cotisations de sécurité sociale, et une hausse des allocations de chômage.

Nous pouvons enfin conclure que le maintien du système de chèques, électroniques ou papier, et plus précisément de l'éco-chèque, est favorable pour toutes les parties qui y adhèrent. Le travailleur est gagnant en raison de la hausse de son pouvoir d'achat, les employeurs tirent profit de la hausse de la consommation, de nouveaux emplois sont créés, et l'État voit s'accroître les cotisations de sécurité sociale et les impôts.

8. Annexe – Liste des biens et services pouvant être achetés au moyen des éco-chèques²⁹

> Économie d'énergie

- Achat, placement et réparation des produits suivants qui disposent du label énergétique européen à partir de la classe :
 - A++ : lave-vaisselle ménagers ; réfrigérateurs, congélateurs et appareils combinés ; lave-linge ménagers, sèche-linge et appareils combinés ;
 - A+ : télévisions, fours et hottes, dispositifs de chauffage des locaux et chauffe-eau ;
 - B : aspirateurs et lampes électriques, luminaires et éclairages LED ;
- Achat et placement de produits qui sont spécifiquement destinés à l'isolation des habitations ;
- Construction et rénovation d'habitations avec une norme énergétique qui satisfait aux critères européens pour la consommation d'énergie quasi nulle ou d'habitations passives ;
- Achat de services et achat, placement, réparation et entretien de produits permettant des économies d'énergie dans les habitations, à savoir les chaudières à haut rendement, les systèmes de régulation du chauffage, les vannes thermostatiques et les vitrages à haut rendement (qui ont un coefficient U d'au maximum 0,8) ainsi que les audits énergétiques, audits par thermographie infrarouge et les tests d'étanchéité à l'air ;
- Achat, placement, réparation et entretien d'appareils rendant les consommateurs conscients de leur consommation énergétique et d'appareils qui enregistrent et mesurent l'énergie ;
- Achat, placement, réparation et entretien de systèmes de gestion de la ventilation des habitations répondant à la norme NBN 50-001 types C (à la demande) et D (avec récupération de chaleur).

> Énergies renouvelables

- Achat, placement, réparation et entretien d'appareils électriques qui fonctionnent exclusivement à l'énergie solaire ou à l'énergie manuelle ;
- Achat, placement, réparation et entretien de produits à usage domestique permettant la production d'énergie renouvelable à savoir les panneaux photovoltaïques, les chauffe-eau solaires, les capteurs solaires, les pompes à chaleur et les éoliennes, y compris les compteurs et transformateurs qui permettent de connecter ces produits au réseau électrique.

> Économie et gestion de l'eau

- Achat et placement de douchettes économiques ;
- Achat, placement, réparation et entretien de citernes de récupération d'eau de pluie ;
- Achat, placement et réparation d'économiseurs d'eau pour robinets ;
- Achat, placement et réparation de réservoirs d'eau pour toilettes avec touche économique ;
- Achat et placement de dalles de gazon (alvéolaires) et de pavés perméables.

> Promotion de la mobilité durable

- Achat, placement, réparation et entretien d'un filtre à particules sur les voitures diesels dont l'année de construction se situe jusqu'en 2005 inclus ;
- Achat, placement, réparation et entretien d'une installation LPG sur les voitures ;
- Achat de titres de transport pour les transports en commun, à l'exception des abonnements ;
- Location, achat, réparation et entretien de vélos, y compris de vélos assistés exclusivement par un moteur auxiliaire électrique, achat de pièces pour vélos et d'accessoires pour vélos. Location, achat, réparation et entretien de scooters électriques ;
- Services de mise à disposition de vélos et de voitures partagés, électriques ou non, sans chauffeur ;
- Cours d'éco-conduite ;

²⁹ Convention Collective de Travail (CCT) n° 98 quater du 26 janvier 2016

- Déplacements en autocar ;
 - Achat, placement et réparation de bornes de recharge pour pouvoir recharger un véhicule électrique, y compris achat de câbles destinés spécifiquement au raccordement à ces bornes et d'abonnements destinés exclusivement au raccordement à ces bornes, à l'exclusion des frais de consommation électrique.
- > **Gestion des déchets**
- Achat de piles NiMH portables et rechargeables et de chargeurs pour ce type de piles ;
 - Achat de fût ou bac de compostage ;
 - Achat de produits entièrement constitués de matériaux compostables ou biodégradables qui répondent à la norme NBN EN 13432, ainsi que les langes lavables ;
 - Achat de papier 100 % recyclé non blanchi ou blanchi TCF ;
 - Achat et réparation de machines à soda, d'accessoires et de recharges pour ces machines ;
 - Achat de vêtements, de textiles, de livres et de meubles meublants de seconde main ou d'occasion.
- > **Promotion de l'écoconception**
- Achat, placement, réparation et entretien de produits et services qui disposent du label écologique européen ou du logo de production biologique de l'Union européenne ;
 - Infrastructures touristiques situées en Belgique qui disposent du label Green Key/Clé verte/Groene Sleutel.
- > **Promotion de l'attention pour la nature**
- Achat de bois exploité durablement (FSC ou PEFC) ou d'objets fabriqués en bois exploité durablement, ainsi que de papier produit à partir de fibres recyclées ou de fibres vierges provenant de bois exploité durablement ;
 - Achat d'arbres et de plantes d'extérieur, de bulbes et de semences pour l'extérieur, d'outils de jardinage non motorisés, de terreau, de terre végétale et de compost qui répond aux conditions fixées par les Régions ainsi que d'engrais garantis bio.

